

SYNOPSIS EUROMED

Edition no 168

25 janvier 2002

EVENEMENTS

- **Le troisième Conseil d'association UE-Tunisie se réunira le 29 janvier à Bruxelles.** Les deux parties discuteront de l'état de leurs relations dans les domaines politique, économique, social et culturel dans le cadre de l'Accord d'association euro-méditerranéen UE-Tunisie, qui est en vigueur depuis mars 1998.
- **Le troisième d'une série de douze séminaires de formation organisés dans le cadre du Réseau euro-méditerranéen de formation en politique énergétique aura lieu du 27 au 31 janvier à Tel Aviv.** Ce séminaire portera sur les marchés de l'énergie et sur les aspects économiques et financiers des projets énergétiques. Il se déroulera dans les locaux du partenaire local, le Centre interdisciplinaire d'analyse technologique et de prévision (ICTAF). Les participants seront des décideurs et des experts d'entités-clé du secteur israélien de l'énergie, notamment le Ministre de l'énergie, la compagnie nationale d'électricité, le secteur universitaire, les banques ainsi que des entreprises privées travaillant sous contrat et des consultants, et des responsables de la Délégation de l'UE en Israël. Au cours du deuxième jour du séminaire, un symposium aura lieu sur le thème de "La libéralisation des marchés de l'énergie".
- **Le Forum de recherche économique (ERF) a tenu sa huitième conférence annuelle au Caire du 15 au 17 janvier sous le titre "Construire l'avenir – les aspects économiques du développement".** Les participants ont discuté de questions de commerce international, de relations de travail, de financement et d'économie en général touchant au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. Les débats ont porté dans une large mesure sur la libéralisation du commerce, les privatisations, les exportations et la lutte contre la pauvreté. La Conférence a été ouverte par le Ministre égyptien du Plan Osman M Osman (détails en p.2).
- **Le Comité directeur du Forum euro-méditerranéen des Instituts économiques (FEMISE) s'est réuni le 16 janvier au Caire.** Le principal sujet à l'ordre du jour était la préparation d'un appel à propositions destiné aux chercheurs, qui va bientôt être lancé. Le Comité a également évoqué le prochain Rapport général de FEMISE, qui doit être publié en mai, ainsi que la coopération entre FEMISE et MEDSTAT, le programme régional euro-méditerranéen de coopération statistique (détails en p.2).
- **Une conférence de ministres venus d'Europe et de divers pays méditerranéens sur la lutte anti-dopage dans le sport s'est tenue à Marrakech au Maroc, du 21 au 23 janvier.** Cette conférence était organisée conjointement par le Maroc et la France avec le soutien de la Commission européenne. Parmi les participants figuraient des Ministres des Sports, la Commissaire européenne responsable du sport Viviane Reding, des responsables de l'Agence mondiale anti-dopage, du Comité international olympique et d'autres organisations sportives, ainsi que des experts gouvernementaux. Les participants ont adopté des conclusions dans lesquelles ils recommandent à l'actuelle Présidence espagnole de l'UE d'encourager la coopération bilatérale et multilatérale dans ce domaine, et à la Commission européenne de promouvoir des mesures de partenariat dans le cadre de son programme spécifique de lutte anti-dopage ou au titre de MEDA. Une deuxième Conférence ministérielle sur le dopage dans le sport se tiendra l'an prochain sous la Présidence grecque de l'UE.
- **La Commission européenne a accordé récemment € 2,5 millions d'aide humanitaire aux Territoires Palestiniens en faveur d'activités mises en oeuvre par l' Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) au bénéfice des victimes de la crise actuelle.** Les projets ainsi financés comprennent des améliorations de l'infrastructure – chemins, drainage et routes – dans des camps et des villages très affectés par la crise en Cisjordanie et la construction d'abris dans la Bande de Gaza où de nombreuses maisons ont été détruites durant les combats. Un objectif clé de cette action consiste à fournir des emplois temporaires à des personnes vulnérables installées sur place, qui sont recrutées pour effectuer le travail.

REALISE PAR LA COMMISSION EUROPEENNE (DG EUROPEAID OFFICE DE COOPERATION, UNITE B.3)

SITE WEB : http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed

E-MAIL : europaaid-euromedinfo@cec.eu.int – TEL: (+32-2) 295.29.77 & 295.40.96

Le Synopsis est sur Internet: http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/publication.htm

SYNOPSIS EUROMED

Edition no 168

25 janvier 2002

FORUM DE RECHERCHE ECONOMIQUE ET FEMISE AU CAIRE

Le Forum de recherche économique (ERF), installé au Caire, a été mis sur pied pour créer une communauté de chercheurs pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui couvre les Partenaires méditerranéens plus l'Iran et les pays du Golfe. L'ERF reçoit pour ses activités une aide financière de la Commission européenne, de la Banque mondiale et d'autres institutions. Le Forum est l'un des coordinateurs du projet FEMISE II, avec l'Institut de la Méditerranée, installé à Marseille. Le réseau FEMISE réunit plus de 100 universités et instituts de recherche des pays de l'UE et des douze Partenaires méditerranéens. La principale activité du réseau consiste à réaliser des études socio-économiques sur des thèmes considérés comme prioritaires au sein du Processus de Barcelone comme l'impact des Accords d'association, le commerce des services, les flux de capitaux, la transition économique et les pauvres, et encore les conséquences de l'élargissement de l'UE. Le projet FEMISE II (2001-2005) est une prolongation de FEMISE I (1999-2001) qui dispose d'une contribution de l'UE de € 6,3 millions. Tous les rapports de FEMISE sont disponibles sur Internet: <http://www.femise.org>

INITIATIVE EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME – 2002-2004

La Commission européenne a publié le 21 janvier un "Document de programmation 2002-2004" relatif à l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme, qui, dans la région méditerranéenne, prend la suite de l'ancien programme MEDA Démocratie. Dans le cadre de la nouvelle initiative, 29 pays du monde entier ont été sélectionnés pour recevoir l'essentiel des fonds disponibles. Parmi eux se trouvent cinq Partenaires méditerranéens; pour chacun d'entre eux un montant indicatif a été réservé au titre de 2002. Les Partenaires concernés sont l'Algérie - € 2,5 millions, Israël avec la Cisjordanie et la Bande de Gaza - € 2,5 millions, la Tunisie – 1,5 million et la Turquie – 2 millions. Les actions sur le terrain devraient se concentrer sur des questions comme la démocratisation, la bonne gestion des affaires publiques, l'Etat de droit, la prévention et la résolution des conflits, ainsi que les femmes. Le texte complet du Document de programmation peut être téléchargé à partir du site http://europa.eu.int/comm/external_relations/human_rights/doc/eidhr02_04.htm

APPUI A LA REFORME DE LA POLICE EN ALGERIE

Un projet d'assistance technique de l'UE à la réforme de la police en Algérie peut maintenant démarrer: le contrat a été signé cette semaine par la Commission européenne. La mise en oeuvre s'étalera sur six ans. La contribution financière de l'UE s'élève à € 8,2 millions, soit 89% du coût total du projet. Le reste de ce coût est financé par le Ministère algérien de l'Intérieur. La convention de financement correspondante a été signée l'an dernier par le Président de la Commission européenne, Romano Prodi durant sa visite au Maghreb. Le projet a pour but d'élever le niveau professionnel des agents de la police algérienne, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions. Le projet doit contribuer à renforcer la bonne gestion des affaires publiques et à établir un Etat de droit. Concrètement, le soutien de l'UE se traduira par des stages en Europe et en Algérie, par l'acquisition d'équipement de laboratoires d'investigation, et par la conception et la mise en place d'un plan de communication interne et externe. En outre, une assistance technique sera fournie pour la réforme et la gestion du système de formation, la création d'un Institut des Sciences Criminalistiques et le renforcement des cellules d'analyse stratégique de la criminalité.

REALISE PAR LA COMMISSION EUROPEENNE (DG EUROPEAID OFFICE DE COOPERATION, UNITE B.3)

SITE WEB : http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed

E-MAIL : europaaid-euromedinfo@cec.eu.int – TEL: (+32-2) 295.29.77 & 295.40.96

Le Synopsis est sur Internet: http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/publication.htm